

22 juin 1997 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur le bilan du Sommet des pays industrialisés, notamment sur l'environnement (protection de la forêt, effet de serre), les relations économiques internationales, le vieillissement des populations et l'aide à l'Afrique, Denver le 22 juin 1997.

Mesdames,

- Messieurs,

- Nous voilà au terme de ce Sommet vous avez eu connaissance des deux communiqués : le communiqué des Sept que nous avons évoqué hier, et le communiqué des Huit, le communiqué final, dont vous avez probablement eu le texte tout à l'heure. Je ferai des réflexions très brèves, puisque vous connaissez tous les sujets et tout ce qui a été discuté et décidé. Ceci étant, naturellement nous sommes, à la fois les ministres et moi-même, tout à fait disposés à répondre sur tel ou tel point un peu plus en détail.

- Ma première réflexion, c'est que d'une manière générale, ce Sommet de Denver a prolongé le Sommet de Lyon, qui lui même avait prolongé le précédent. Mais je veux dire qu'il y a un processus de Sommet en Sommet où l'on voit que les choses progressent.

- Cela été vrai : pour l'association de la Russie, qui a fait un pas décisif ici à Denver - association très étroite et c'est vrai aussi pour un certain nombre de sujets que nous avons traité à Lyon soit pour la première fois, soit ensuite lors des Sommets intérieurs et où les choses ont assez bien progressé, la stabilité financière internationale (vous savez que nous sommes toujours très inquiets des crises qui peuvent intervenir), la lutte contre les grands fléaux de nos sociétés modernes et en particulier le terrorisme, la criminalité, la drogue, les maladies (c'était la première fois qu'on abordait ce sujet, les maladies infectieuses, qui malheureusement connaissent un développement inquiétant), la grave question dont je pense que maintenant elle est à peu près définitivement réglée, de Tchernobyl, et un nouveau partenariat pour le développement qui concerne essentiellement l'Afrique et qui s'inscrit dans la suite naturelle de ce que nous avons engagé à Lyon (notamment pour tout ce qui touche à l'aide au développement, et à ses modalités et en particulier les moyens à mettre en oeuvre grâce aux organisations financières internationales) donc, une poursuite et une intensification de l'action sur les grands sujets de notre temps.

Deuxième et dernière réflexion. Quels sont les acquis de Denver ? J'entends ici ou là des rumeurs, sur le sens de ces Sommets. Détrompez-vous - je ne sais pas si certains d'entre vous le pensent ou non -, en réalité ces Sommets sont une méthode extrêmement efficace pour mieux se connaître, mieux se comprendre, pour dégager des orientations communes. Je vais citer un ou deux cas, pour affirmer une détermination commune.

- Le G8 représente pratiquement la moitié de l'activité économique mondiale, par conséquent lorsque ses responsables prennent une décision commune, décident de se concerter et d'agir ensemble, cela a forcément un effet très important sur le monde.

- Je retiendrai trois sujets. Le premier c'est l'environnement. J'en dis un mot parce que lors de notre point de presse d'hier, on s'était posé des questions et je vous avais dit qu'il y avait une forte divergence de vues entre d'une part les Européens et d'autre par les Américains, avec une position japonaise et une position canadienne, de compromis.

- Deux sujets étaient en cause, le premier c'était la protection de la forêt. Vous savez qu'il y a six ou sept ans, on avait décidé de faire un accord international pour permettre la protection de la forêt et les Européens étaient très attachés à cet accord, très déterminés à ce qu'il voit le jour.

- D'autres pays, comme les Etats-Unis n'y étaient pas favorables pour des raisons liées à la liberté d'action économique. Le Chancelier Kohl d'ailleurs évoquera ces problèmes lors de son discours demain à New York à l'Assemblée générale des Nations unies. Eh bien, nous avons obtenu satisfaction. Ce qui prouve que l'Europe unie peut poser un point de vue et l'accord sur la lutte contre la déforestation abusive sera passé.

- Même chose pour les gaz à effet de serre car nous sommes très inquiets du développement de l'émission de gaz à effet de serre qui peuvent avoir comme conséquence le réchauffement de la planète et un réchauffement de la planète même de deux ou trois degrés aurait des conséquences terrifiantes. D'une part, en terme de désertification, des zones entières pourraient se désertifier ou en terme d'inondation des zones entières, comme par exemple au Bangladesh, 150 millions d'habitants ou d'autres, compte tenu de la hauteur par rapport au niveau de la mer, pourraient être totalement inondés. Donc, cela a des effets très importants.\

Vous savez que l'Europe avait - beaucoup d'ailleurs à l'initiative de la France, qui est l'un des pays les moins pollueurs du monde - pris une grande décision qu'elle a confirmée au Sommet d'Amsterdam. C'est passé relativement inaperçu parce qu'il y avait d'autres enjeux à Amsterdam. Mais c'était une grande décision puisque nous avons décidé qu'en 2010 nous aurions, en Europe, baissé notre taux d'émission de Co2 de 15 %. Ce qui est évidemment considérable et nous fait revenir dans une zone que les experts et les savants considèrent comme normale.

- Mais les Etats-Unis n'étaient absolument pas favorables à une mesure contraignante et surtout à une date. Ils ne l'étaient pas parce qu'ils polluent énormément, ce sont de très grands pollueurs en matière de Co2. Pour vous donner une idée chaque Américain émet trois fois plus de Co2 que chaque Français. Il faut dire que la France est un pays relativement exemplaire ce qui est dû d'ailleurs, d'une part à l'électronucléaire (nous avons une production d'énergie électrique qui n'est pas polluante, contrairement à la plupart des autres pays) et puis aussi nous avons depuis longtemps accepté des contraintes fortes sur nos entreprises pour diminuer l'émission de Co2 et la pollution de cette nature.

- Donc, l'Europe avait pris cette position et nous avons eu un débat très difficile avec les Américains ce matin et finalement c'est la position française qui a été adoptée c'est-à-dire que l'on a décidé qu'en 2010 il devrait y avoir des diminutions substantielles d'émission de Co2. Cela a été très difficile, cela a été un débat très difficile, mais qui prouve également que lorsque l'Europe est solidaire et cela a été le cas ce matin, totalement solidaire, derrière la position que nous avons prise et soutenue, eh bien elle peut obtenir satisfaction. Je cite cet exemple parce que c'est intéressant et cela nous encourage à avoir une concertation et autant que faire se peut, des positions, ce qui est de plus en plus le cas, homogènes en Europe et nous pouvons par là-même modifier le cours des choses dans le monde y compris à l'égard des Etats-Unis.\

Deuxièmement, il y a eu une partie économique importante qui apparaît clairement dans le communiqué et qui a montré que chacun avait conscience à la fois de l'importance qu'il y avait à faciliter la croissance et l'emploi, et la croissance pour l'emploi et que l'emploi était bien au coeur des préoccupations aujourd'hui de chacun, peut être plus encore des Européens que des Américains pour des raisons de situation économique, mais au coeur de la réflexion de chacun et qu'il fallait dans ce domaine, c'est cela qu'on appelle dans le communiqué, qui a été adopté pour le coup sans difficulté à l'unanimité, avoir des politiques modernes favorables à la croissance et favorables à l'emploi, l'un n'était pas dissociable de l'autre. Des politiques qui soient fondées à la fois sur moins de déficits, moins d'obstacles à l'emploi et plus de réformes structurelles. Qu'on ait une vision dynamique et non pas statique de l'économie.\

Le troisième point c'est le crime organisé où tout de même je suis frappé de voir les progrès que

Le troisième point c'est le crime organisé et tout de même je suis frappé de voir les progrès que l'on fait, année après année, et qui se traduisent en réalité par une coopération de plus en plus intense entre les services compétents pour lutter contre le crime organisé des différents pays du G8. C'est le crime lié à la drogue, à la criminalité financière, à la grande criminalité, à la corruption etc. Et là, il y a une volonté très forte et commune de le combattre et donc de mieux coordonner nos actions. Nous avons encore fait un pas important à Denver dans ce domaine qui sera d'ailleurs au coeur de notre préoccupation du Sommet prochain qui aura lieu à Birmingham. Voilà, quelques exemples que je voulais donner au total et que, contrairement à ce qu'une appréciation un peu superficielle des choses conduit à conclure, ces Sommets ont en réalité une vraie importance et sont une vraie nécessité.

- Voilà, eh bien nous sommes tout à fait disposés à répondre à vos questions.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je vous poserai une question générale sur le G7 dont la nature a changé au fil des années, puisque c'était un forum exclusivement économique au début, et on s'aperçoit que l'on parle de tout, de très nombreux problèmes, tous très importants certes, et notamment de politique étrangère. Est-ce qu'il n'y a pas là un risque un peu de dispersion ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, je ne crois pas. Je vous l'ai dit tout à l'heure, ce qui est important dans cet exercice c'est le contact, l'échange et le dialogue. Naturellement on peut se téléphoner, naturellement il y a des échanges de notes d'experts, de ministres, des contacts bilatéraux tout cela est vrai. Mais le fait de pouvoir parler de tous les sujets et d'en parler les yeux dans les yeux, cela change tout. Et sur le plan de la politique étrangère là-encore, ce qui pouvait apparaître parfois comme des oppositions dans le cadre d'une discussion commune, soit pendant les séances de travail, soit pendant les déjeuners ou dîners de travail, eh bien cela fond comme neige au soleil et on arrive à des positions communes. Et c'est très important, parce qu'alors ensuite cela retombe naturellement dans le cadre de l'action qui est menée et je trouve qu'on a raison de s'intéresser à tout ce qui peut nous concerner.

- Encore que cette année vous aurez observé qu'au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement on a réduit sensiblement le nombre des sujets de politique étrangère qui ont été abordés, en revanche beaucoup de problèmes ont été abordés chez les ministres des affaires étrangères.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je crois que c'est la première fois que le G7 a parlé du vieillissement démographique. Mais le communiqué en parle en termes assez généraux, est-ce que vous avez évoqué des exemples, des modèles ? Est-ce que vous avez débattu, par exemple, du modèle chilien ?

- LE PRESIDENT.- Du modèle chilien ? non.

- QUESTION.- D'autre part, certains disent que cela va obliger les budgets de l'Etat à dégager un excédent primaire d'à peu près de 5 % du PIB dans les années 2010 à peu près, est-ce que cela ne représente pas une contrainte insupportable pour l'action de l'Etat ?

- LE PRESIDENT.- Je me suis exprimé hier sur ce point. Mais je vais le répéter rapidement.

Premièrement, il s'agit là d'une initiative japonaise qui a été prise à Lyon et le Premier ministre Hashimoto nous a proposé de réfléchir ensemble à la façon de vivre dans la société de demain, une société où le nombre des personnes âgées et des personnes âgées bien portantes se serait sensiblement accru.

- Alors, la France a soutenu immédiatement la proposition du Japon. Ainsi, les travaux ont eu lieu tout au long de l'année et se sont orientés effectivement vers les conséquences d'une société qui vieillit mais où les hommes et les femmes se portent bien, plus longtemps que par le passé, et dont le pourcentage de celles ou de ceux qui se portent bien croît plus vite que le vieillissement lui-même. Alors cela pose des problèmes d'une part en terme d'organisation de la société. Comment intégrer, en leur donnant la possibilité de participer réellement à la vie de la société, ces personnes âgées actives, comment faire ?

- Et deuxièmement, quelles sont les conséquences que cela peut avoir essentiellement sur nos régimes d'assurances maladies et sur nos retraites ? Et de ce point de vue on a, pour répondre à votre question, observé que je ne parle pas des retraites, l'idée que les dépenses de santé étaient de nature à s'accroître très vite, peut-être à devenir rapidement insupportables en raison du phénomène du vieillissement, était une idée superficielle et qui n'était pas forcément exacte.

Précisément parce que les personnes restent en bonne santé de plus en plus longtemps.

- Alors, tout ceci mérite d'être approfondi. Et sur ces deux thèmes, comment doit-on vivre dans une société où un grand nombre de personnes âgées sont actives et comment doit-on les insérer, et deuxièmement, quelles sont les conséquences financières ? Probablement beaucoup moins dramatiques que certains l'ont voulu laisser entendre et bien sûr nous continuons à réfléchir à tout cela et à travailler ensemble et nous l'examinerons à nouveau à Birmingham et probablement dans les Sommets suivants.\

QUESTION.- Monsieur le Président, il y a eu un chapitre important consacré à l'Afrique et au développement, et le Sommet de Denver confirme que les Américains s'intéressent au plus près maintenant à l'Afrique. Est-ce qu'il vous semble qu'ils s'intéressent également au plus près au financement de l'aide au développement de l'aide à l'Afrique en tout cas mieux qu'avant ?

- LE PRESIDENT.- D'abord, que les Américains s'intéressent davantage à l'Afrique est une chose naturellement excellente. L'Afrique a été longtemps abandonnée par la plupart des grands pays du monde. Aujourd'hui, les Japonais se sont mis en première ligne parmi ceux qui veulent aider au développement de l'Afrique et les Américains ont manifesté leur intérêt pour ce pays, de cela on ne peut que se réjouir. Il est vrai que leur approche, dans un premier temps, était une approche plus commerciale que l'aide publique, puisque l'initiative à laquelle ils avaient songé mais qui n'a pas été retenue consistait à demander à ces pays de réduire ou de supprimer leurs droits de douane sans se rendre compte d'ailleurs que cela les conduisait à renoncer à l'essentiel de leur recette publique budgétaire de façon à ce qu'il y ait à la fois une entrée facile des produits étrangers et par là même, dans l'esprit des Américains des investissements plus attractifs dans ces pays et donc un système de développement plus dynamique. Cette approche n'a pas été finalement retenue.

- En revanche, nous avons confirmé ce que nous avons proposé nous-mêmes d'ailleurs à Lyon, c'est-à-dire arrêter la dégradation de l'aide publique au développement, la moderniser et donner aux organisations de Bretton-Woods les moyens nécessaires pour permettre le développement de ces pays.

- J'ajoute enfin, la France et le Japon étant de loin les deux principaux donateurs d'aide à l'Afrique, que le Premier ministre japonais m'a proposé d'avoir une stratégie commune de développement pour l'Afrique, que - et je crois qu'il a raison - j'ai accepté bien volontiers. Donc, nos experts vont se réunir très prochainement pour essayer, compte-tenu des sommes importantes que nous mettons, que nous sommes disposés à mettre en jeu pour le développement de l'Afrique, que nous ayons une stratégie commune franco-japonaise sur l'Afrique et le développement économique.\

QUESTION.- Vous avez parlé d'une victoire européenne dans la discussion sur le climat. Cela dit, Jacques Santer a émis une déclaration disant qu'il était très déçu que le Groupe n'ait pas pu se mettre d'accord sur une réduction quantitative dans les émissions des gaz à effets de serre, vous avez des dates mais pas de chiffre. Espérez-vous pouvoir obtenir un chiffre d'ici à Kyoto, et pensez-vous qu'il s'agit toujours d'une victoire ou d'une demie victoire ?

- LE PRESIDENT.- Je vais vous dire, très franchement, ce n'est ni une victoire, ni une demie victoire, parce que naturellement il est facile de développer le thème selon lequel il y a des luttes ou des guerres entre nous, ce n'est pas le cas.

- Il y avait une position américaine qui était hostile, d'une part à ce que l'on dise que les réductions d'émission de gaz à effets de serre devaient être substantielles, et d'autre part hostile à la fixation d'une date. L'Europe, elle, proposait qu'on confirme la baisse de 15 %, qu'elle s'est imposée à elle-même et qu'elle a arrêtée à Amsterdam, et qu'on fixe comme délai pour atteindre ce résultat, dès maintenant, sans attendre Kyoto 2010.

- J'ai estimé pour ma part, que ce qui était important, c'est d'engager un processus et de fixer une limite. 2010 devait être maintenue et conservée, c'est cela qui a donné lieu à la discussion de ce matin qui, c'est vrai, n'a pas été facile, mais qu'à partir de là nous n'avions aucune raison d'imposer le chiffre que l'Europe s'impose à elle-même, cela peut se négocier, à partir du moment où il est admis que les réductions sont substantielles et qu'il y a un butoir qui est 2010.

- Alors finalement, en fin de discussion, la proposition française a été adoptée et je crois que c'était une proposition raisonnable. Ce n'est une victoire pour personne ou une défaite pour personne, alors le Président de la Commission, je le comprends, lui, aurait préféré qu'on aille plus loin, moi aussi. Mais il faut naturellement d'être raisonnable. C'est déjà je dois dire, un grand sacrifice fait par la partie américaine d'accepter qu'il y ait des réductions substantielles, d'ici à 2010.\

QUESTION.- Comment est-ce que la France et ses autres partenaires peuvent empêcher les Américains de tout vouloir régenter politiquement et économiquement ?

- LE PRESIDENT.- Est-ce que vous avez l'impression qu'il y aurait une tendance dans ce sens...ah oui... c'est l'impression que cela vous fait. Eh bien écoutez, la France a l'intention de rester la France, elle a son point de vue, sa politique, et elle le défend.

- Deuxièmement, la France est européenne, je vous l'ai dit tout à l'heure. Lorsque l'Europe se met d'accord, eh bien, sa parole compte et elle est entendue. C'est normal, vous savez, nous sommes dans un monde qui devient de plus en plus un monde multipolaire, c'est une thèse, vous savez, que je développe souvent. Le problème, c'est de savoir si cette évolution conduira à des agressions entre les pôles ou, au contraire, à une harmonisation entre ces pôles de l'action conduite & naturellement nous sommes favorables à l'harmonisation, comme nous sommes en plus favorables à beaucoup de franchise et nous discutons avec nos amis Américains de la façon la plus libre et la plus amicale.

- Quelqu'un avait dit : "moi, c'est moi, et lui c'est lui" c'est comme cela.\

QUESTION.- Monsieur le Président, concernant le Moyen-Orient, est-ce qu'il y a une position européenne et une position américaine, ou est-ce qu'il y a une position française, et une position des autres pays, et quelles sont ces idées dont vous avez parlé, hier, que la France essaiera de promouvoir dans les mois à venir, concernant la paix au Moyen-Orient ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, d'abord, la France a une politique au Moyen-Orient, qui est une politique essentiellement de paix. Et elle fait tout ce qu'elle peut pour favoriser la paix chaque fois qu'elle en a la possibilité, et à ce titre, elle entretient des relations à la fois constantes confiances et amicales tant avec Israël naturellement, qu'avec les pays arabes. C'est ce qui fait de la France un interlocuteur facile pour les deux parties.

- Alors c'est vrai que sur le plan de l'Europe, la France est un peu en flèche dans ce domaine, enfin un peu en tête. Ce qui est normal parce qu'il y a une longue tradition française au Moyen-Orient et par conséquent il est naturel que nous soyons un peu moteur. Mais au sein de l'Europe, il y a une position tout à fait commune, qui d'ailleurs s'exprime régulièrement au travers des communiqués de l'Union européenne qui c'est vrai, sont en général des communiqués d'initiative française, cela a été encore le cas à Amsterdam, il y a quelques jours.

- Quant à la position américaine, j'ai été frappé ce matin notamment pendant la conversation que nous avons eue avec le Président Clinton, de voir que la position européenne et la position américaine se rapprochaient. C'est-à-dire se rapprochaient en vérité pour formuler une inquiétude forte à l'égard du blocage du processus de paix et l'accord sur la nécessité absolue de trouver le moyen de reprendre la discussion entre Israël et les Palestiniens, entre Israël et les pays arabes concernés. J'ai observé qu'il y avait là une sorte de consensus.

- Je vous remercie.\